

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – *Définition AFG-FIR*



FINANCE DURABLE

La finance durable poursuit sa progression tant en terme d'offre que de distribution

Dans sa revue annuelle du marché de la finance durable, Novethic confirme le maintien de sa forte croissance. Ainsi en France, au 31 décembre 2021, l'agence a comptabilisé une hausse de **+94%** des encours qui atteignent désormais **896 Mds €** répartis sur **1 186 fonds**. Au niveau européen, ces encours grimpent à 1 330 Mds € (+90%) à travers **1 799 fonds**. Le label ISR français poursuit lui aussi son déploiement et domine toujours les labels durables des autres pays européens, avec **749 fonds certifiés** (représentant 693 Mds €). Il faut dire que depuis 2020, plusieurs sociétés de gestion s'engagent à certifier tout ou partie de leur gamme. On notera en particulier **La Banque Postale AM** (66 fonds), **Natixis** (42 fonds) et **BNP-Paribas AM** (31 fonds). Si on considère les encours, la première place revient à **Amundi** (116 Mds €) suivi de **Natixis** (67 Mds €) et **BNP-Paribas AM** (39 Mds €). Parallèlement à cette offre qui s'étoffe, l'intérêt des épargnants se confirme d'après le baromètre de la société de gestion CPR AM : 64% d'entre eux affirment que les enjeux ESG ont autant d'importance que la performance financière et les 2/3 déclarent que les produits responsables renforcent leur confiance dans la gestion d'épargne. Ce regain de confiance tient certainement en grande partie de **la meilleure maîtrise** de ces produits financiers par les **conseillers et banquiers privés**. Si la transformation en placements durables peine encore un peu à se concrétiser, la moitié des épargnants affiche une volonté de convertir au moins 30% de leur épargne en investissement responsable, une part qui atteint plus de 80% pour les épargnants les plus avertis.

Sources : Novethic

Evolutions du label ISR en perspectives

Dans une interview à RSEDataneWS, Michèle Pappalardo, la nouvelle présidente du comité du label ISR français a annoncé que parmi les évolutions du label qui seraient proposées à Bercy, figurerait très probablement un **label à étoiles** matérialisant **différents niveaux d'exigence**. Cela permettrait non seulement de le rendre plus **compréhensible** pour les épargnants, mais en plus ce système graduel générerait un **effet d'entraînement** auprès des gérants de fonds. Un **socle commun** plus exigeant que l'existant serait requis et la prise en compte de l'engagement actionnarial serait renforcée.

Source : RSEDN

Suite à l'affaire Orpéa, haro sur les notations ESG

De nombreux fonds dont des fonds durables, voire labellisés ISR sont ou ont été investis dans les actions Orpéa ou Korian. Si l'intérêt financier de ce type d'investissement est évident, il est légitime, après le scandale en cours, de **s'interroger** sur la transparence des **entreprises**, la solidité des analyses extra financières fournies par **les agences de notations**, le rôle des **investisseurs** face à de telles controverses...Voire s'interroger sur la pertinence d'un dividende. Si certains gérants ont décidé de solder rapidement leurs positions, d'autres sont restés investis, s'engageant à discuter fermement avec le management pour **faire évoluer les pratiques, avec entre autre l'adoption d'un**

statut d'entreprise à mission pour garantir le respect des salariés et des résidents. De son côté l'ESMA, l'autorité européenne des marchés financiers, a lancé une consultation d'évaluation des pratiques du marché des fournisseurs de données ESG, dont sont très, (trop) dépendantes les sociétés de gestion de finance durable. Pour l'ESMA, les agences de notations sont encore trop **opaques** sur leur méthodologie et les notes sont **rarement comparables** entre elles. Parmi ses priorités sur les 2 années à venir, l'ESMA souhaite renforcer la **transparence, limiter le greenwashing** et mieux **identifier les risques ESG** qui pèsent sur le marché.



RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

Plusieurs banques européennes pointées du doigt

Selon un récent rapport de Share-Action, depuis 5 ans, 400 Mds \$ ont été investis par **les 25 premières grandes banques européennes** dans les hydrocarbures. **HSBC** et **Barclays** en tête de ce classement, suivies par **BNP Paribas** (40,6 Mds €), **Crédit Agricole** (31 Md€) et **Société Générale** (30 Mds €). Aucun signe de ralentissement de ces investissements n'a été identifié par l'association. L'élément le plus critiquable est que vingt-quatre de ces banques font partie de « **l'Alliance bancaire pour Net Zéro** », un réseau qui engage les banques à atteindre la neutralité carbone en 2050. Cependant des exceptions sont à saluer avec plusieurs établissements qui commencent à réduire les financements aux hydrocarbures, comme **Commerzbank, le Crédit Mutuel** ou encore **la Banque Postale**.

Source : RSEDN

Bilan de la campagne du FIR auprès du CAC40

Pour la deuxième année consécutive, le Forum pour l'Investissement Responsable - dont Promepar AM est adhérent - a publié les résultats de sa campagne de questions écrites aux assemblées générales des entreprises du CAC 40. Globalement, les entreprises ont répondu de manière plus satisfaisante, et **27** d'entre elles ont vu leur **note progresser** grâce à des réponses à la fois plus précises et plus détaillées. Il demeure toutefois pour certaines de vrais points faibles, en particuliers sur les questions du **salaires décent**, de la **responsabilité fiscale** ou encore de **l'association des partenaires sociaux**, où les réponses restent nettement **en-dessous des attentes**.

Source : FIR

Nouvelle stratégie du Pacte Mondial des Nations Unies

Alors qu'il ne reste que 8 ans pour atteindre les objectifs de développement durable au cœur de l'Agenda 2030 de l'ONU, la nouvelle directrice générale du Global Compact souhaite accélérer le mouvement. La démarche d'adhésion reste volontaire, de même que les 10 grands principes, mais un **cadre unique de reporting annuel RSE** - reposant sur 50 questions - va être mis en place, permettant de mesurer le degré d'avancement et la comparaison entre pairs. Pour faciliter le travail des entreprises, des plateformes d'accompagnement pour la rédaction des reportings et l'accélération des transformations

seront proposées. En France, sept **cercles régionaux** ont d'ores déjà été créés et 23 "ambassadeurs" quadrillent le terrain pour répondre aux besoins. En effet, pour nombre d'entreprises, et spécifiquement pour les PME, adhérer au Global Compact est la première étape de la définition d'une politique RSE, un critère souvent regardé de près par les investisseurs de la finance durable.

Source : RSEDN



ENVIRONNEMENT

Les lauréats du « Triple A » du Carbon Disclosure Project

L'Oréal, Firmenich, Danone ou encore HP ont reçu le « triple A » de l'association CDP qui gère la plus grande base de données sur la performance environnementale des entreprises. Cette année, sur près de **13 000 entreprises scrutées**, un peu plus d'une dizaine ont décroché la note maximale concernant **leur impact sur la planète** et leurs **efforts pour lutter contre le réchauffement climatique** et **gérer la ressource en eau et les forêts**. En quinze ans, L'Oréal, seul « triple A » pour la sixième fois, a quasiment **divisé par deux l'eau consommée par produit** qu'il fabrique alors que sa production a augmenté de 29 % ; d'ici à 2030, 100 % de l'eau utilisée dans les procédés industriels devra être recyclée et réutilisée en boucle. Le groupe français s'est aussi engagé à ce que tous les sites qu'il opère lui-même, n'utilisent que de l'énergie renouvelable en 2025, sans compensation carbone, c'est-à-dire sans acheter de crédits. Danone, 2ème « triple A » français, a **réduit son empreinte carbone d'un million de tonnes en 2020**, dont 500 000 venaient de l'agriculture (secteur qui représente 60% de ses émissions CO2). Pour toutes ses chaînes d'approvisionnement, le groupe a fait le pari de « l'agriculture régénératrice », qui vise à restaurer les systèmes agricoles via des rotations de cultures et des cultures de couvert l'hiver. Que ce soit en Russie ou en Normandie, Danone incite aussi ses agriculteurs à produire localement leur soja ou à trouver des alternatives pour alimenter leurs élevages. A l'heure où les entreprises et les gouvernements sont soumis à une **pression de plus en plus forte** pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et arrêter le « greenwashing », le « triple A » est une référence ; la note est utilisée dans des produits financiers et dans des indices boursiers. Très souvent les entreprises parviennent à mettre en place des process de diminution d'émission non pas seules mais grâce à des **collaborations** avec des ONG, des universités ou des start-up spécialisées qui leur apportent leur expertise. Et si l'on en croit le dernier **rapport du GIEC** publié le 28 février, il va falloir faire preuve d'encore plus de réactivité, d'inventivité et multiplier ces collaborations vertueuses car l'étendue et **l'ampleur des impacts** du changement climatique seraient **plus importants** que celles estimées dans les évaluations précédentes.

Source : Les Echos

Gaz et nucléaire reconnus comme énergies de transition

La Commission Européenne a finalement acté **l'inclusion du gaz et du nucléaire dans la taxonomie verte**, malgré l'avis fermement négatif des experts de la Plateforme pour la Finance Durable chargée de la conseiller. Certes des obligations de reporting ont été ajoutées sur l'exposition au nucléaire et au gaz des entreprises et des produits financiers, mais cette inclusion ne satisfait pas nombre des membres de la plateforme de conseil.

Sauf opposition (peu probable) du Parlement européen et de plus de 20 Etats membres, l'Acte délégué prenant en compte cette intégration sera promulguée en **juin 2022**.

Sources : Les Echos – Novethic

EN BREF

- **SEB** : Après plus de 22 ans à la tête de SEB, Thierry de la Tour d'Artaise a décidé de passer la main. A partir du 1^{er} juillet, il occupera la fonction de président, aux cotés de Stanislas de Gramont, directeur général. C'est la première fois qu'un dirigeant de ce groupe n'est pas issu de la famille.
- **Arcelor Mittal** : un investissement partagé de 1,7Mds€ entre l'industriel et l'Etat français a été annoncé pour remplacer 3 hauts-fourneaux au charbon par des fours électriques et des techniques de réduction de fer à base d'hydrogène.
- **TotalEnergies** et **Véolia** ont signé un accord pour valoriser le biométhane issu d'installations de traitement de déchets et des eaux usées dans plus de 15 pays.
- **Rémunération homme – femme** : Un décret paru le 25 février précise les modalités de "rattrapage" et de publication des performances des entreprises en matière de lutte contre les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes. Les entreprises avec un score inférieur à 85 points verront leurs résultats publiés sur le site du Ministère du travail et devront afficher les mesures de rattrapage sur leur site internet.
- **Numérique** : En Europe, deux règlements sont en cours d'élaboration : le Digital Market Act (DMA) qui vise à éviter les positions de monopole des géants du numérique, et du Digital Service Act (DSA) qui vise à mieux contrôler les contenus diffusés sur ces plateformes.
- **Eolien** : D'après le programme de la nouvelle coalition, l'Allemagne compte d'ici 2045, multiplier par 9 son parc éolien.
- **Australie** : La plus grande centrale électrique au charbon du pays fermera dès 2025, 7 ans avant la date prévue « en raison de la pression croissante et insoutenable face à la production plus propre et moins coûteuse des énergies renouvelables ».
- **One Ocean Summit** : Le premier sommet international pour la préservation des océans s'est tenu à Brest du 9 au 11 février. Plus de 100 pays y ont participé, convaincus que l'océan joue un rôle déterminant dans la lutte et l'adaptation au changement climatique.

CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles

murielle.hermellin@bred.fr

PROMEPAR Asset Management
est signataire



GRUPE
BRED

